

Une rentrée des classes sous le signe de la contradiction

Le Monde
MERCREDI 30 AOÛT 2017

Mêlant appels au pragmatisme, injonctions et références conservatrices, le ministre de l'éducation a défait en trois mois le gros des réformes de la gauche, au risque du brouillage

On a coutume de dire qu'une rentrée des classes se prépare un an à l'avance. Celle de 2017, prévue lundi 4 septembre, déroge à la règle. Rares autant de décisions de dernière minute sont venues bousculer le cours habituel du calendrier scolaire : retour à la semaine de quatre jours d'école, rétablissement des classes bilangues au collège... Quoi qu'en dise le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, la rentrée 2017 telle qu'il la présente à la presse, mardi 29 août, est celle du détricotage – au moins partiel – de la politique éducative menée par la gauche. Ce qui lui vaut le surnom de « ministre Ctrl-Z » : on supprime et on recommence.

« Changement d'air », « virage », « retour en arrière »... Chez les acteurs de l'école, c'est bien un arrière-goût d'alternance politique qui prédomine en cette première rentrée de l'ère Macron. Certes, les connaisseurs du système scolaire diront que les changements de cap à chaque nouveau ministre sont coutumiers. Mais la rapidité avec laquelle le nouveau locataire de la Rue de Grenelle a tourné la page du quinquennat précédent est inédite. Sous couvert de « pragmatisme », de « confiance » et de « liberté » au terrain – ses maîtres mots –, le ministre est revenu, en trois mois, sur les deux réformes les plus emblématiques et polémiques de la gauche : les rythmes scolaires et le collège.

M. Blanquer a pris ses fonctions le 17 mai. Le 18 juillet, il annonçait qu'« un tiers des écoles » avait choisi de revenir à la semaine de quatre jours dès septembre, quand la réforme des rythmes avait, laborieusement, mis trois ou quatre ans à s'installer. Sans décréter de ma-

nière uniforme ce retour, mais en laissant cette responsabilité aux acteurs locaux, il a amorcé un mouvement d'ampleur que personne n'aurait pu imaginer. Et qui se poursuivra immanquablement en 2018, compte tenu de l'impopularité de cette réforme et de l'effort de réduction des déficits publics qui pèsera sur les communes.

S'agissant de la toute jeune réforme du collège, en place, à géométrie variable, depuis la rentrée 2016, M. Blanquer a fait le tri : les principes d'autonomie et d'interdisciplinarité sont maintenus, mais le cadre national fixé pour l'accompagnement personnalisé et les enseignements pratiques interdisciplinaires est assoupli. Le latin est renforcé et les classes bilangues sont rétablies, même si celles-ci n'avaient jamais disparu (près des deux tiers subsistaient).

NOUVEAUX CHANTIERS

De quoi satisfaire les syndicats contestataires, tout comme le camp conservateur et la plus grande partie de la droite, qui n'ont cessé de dénoncer les supposés « égalitarisme » et « nivellement par le bas » induits par la réforme. « J'ai l'impression que lorsqu'il est arrivé, il fallait gagner des voix à droite. C'est ce qu'a fait Blanquer », observe un spécialiste de l'école.

L'impression est renforcée par l'accumulation, depuis son début de mandat, d'une bonne part des marqueurs de la droite conservatrice sur l'école. Dans *Le Point*, il affirme que « le pédagogisme doit désormais relever du monde d'hier ». Dans *L'Obs*, il estime que « le discours égalitariste est destructeur ». Il insiste sur la nécessaire approche chronologique en histoire, reprenant au passage l'accusation infondée de son absence dans les programmes. Ou encore sur le recentrage de

l'école primaire sur les fondamentaux, le « lire-écrire-compter ». « Comme si les enseignants n'avaient pas cette priorité en tête tous les jours. C'est leur cheval de bataille ! », s'agace Francette Popineau, secrétaire générale du syndicat SNUipp-FSU, dont le syndicat a lancé un « avertissement » au ministre, lundi 28 août.

« Voilà un ministre qui semble toujours dire en creux que, maintenant, on va passer aux choses sérieuses », renchérit Stéphane Crochet, du SE-UNSA. Dans sa manière de s'adresser à l'opinion publique, sa posture idéologique se situe du côté des conservateurs. Le camp des progressistes et des pédagogues, lui, est inquiet. »

Dernier exemple en date, l'éternelle querelle que le ministre a relancée sur les méthodes d'apprentissage de la lecture, en reprenant le mythe de la méthode globale, régulièrement accusée par le camp conservateur de causer des ravages. M. Blanquer a déclaré, dans *L'Obs*, le 23 août, vouloir appuyer une « pédagogie explicite, de type syllabique, et non pas la méthode globale, dont tout le monde admet aujourd'hui qu'elle a eu des résultats tout sauf probants ».

Faut-il rappeler que la méthode globale n'est pas employée ? Que les enseignants pratiquent majoritairement la méthode syllabique – le « b.a.-ba » –, couplée à la compré-

hension de textes. Ce qui est validé par la recherche. Pourquoi, alors, relancer un débat hors sol, avec le risque d'alimenter les caricatures plutôt que de jouer l'apaisement ?

L'année scolaire à venir devrait voir le lancement de nouveaux chantiers pour l'école, à tous les niveaux de la scolarité – évaluation en CP, formation des maîtres, baccalauréat, autonomie des établissements... Et la communauté éducative ne sait pas sur quel pied danser. « Je ne vois pas, pour l'instant, de cap clair défini par le ministre. Rien à voir avec ce qui s'était passé en 2012 avec la politique de refondation de l'école », observe Bernard Toulemonde, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale. D'autant que les premiers mois du ministre sont marqués par plusieurs contradictions.

CONTRADICTIONS

Contradiction, d'abord, entre sa volonté affichée d'en finir avec le « va-et-vient » des réformes, dont le ministre reconnaît qu'il « épuise le système », et le « chamboule-tout » de la rentrée. Contradiction entre son souhait de « s'affranchir des injonctions verticales » et ses instructions, par exemple d'instaurer dans les établissements une « rentrée en musique » avec la mobilisation des chœurs ou orchestres d'élèves.

Contradiction, aussi, entre son appétence pour les sciences et le pilotage par les résultats, et la remise en cause de mesures qui n'ont pas eu le temps d'être digérées sur le terrain ni évaluées. C'est notamment le cas du dispositif « plus de maîtres que de classes » au primaire, lancé en 2013 et pour partie supprimé en cette rentrée au profit des classes de CP à 12 élèves en éducation prioritaire. « Il est allé vite, déplore Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT, sans prendre le temps de la concertation et en se privant d'une réflexion de fond sur les apports de ces réformes. »

Contradiction, enfin, entre un ministre qui se veut « pragmatique » et inspiré par l'expertise internationale dans sa pluralité, et son souhait de s'appuyer surtout sur les neurosciences pour l'apprentissage de la lecture. « On a le sentiment qu'il ne regarde dans la science que ce qui l'intéresse, critique Francette Popineau. Son approche nous semble plutôt dogmatique. »

Inquiétude autour des contrats aidés

A moins d'une semaine de la rentrée scolaire, l'inquiétude des communes, qui ont recours à des contrats aidés pour faire fonctionner les écoles – notamment pour l'encadrement des activités périscolaires et la garderie, la cantine, l'entretien des locaux... –, reste palpable. A Valorbiquet (Calvados), le conseil municipal a voté, le 17 août, le report d'une semaine de la rentrée en raison de la diminution des contrats aidés. S'agissant des contrats aidés recrutés par l'éducation nationale, les 50 000 contrats prévus au second semestre 2017 seront consacrés à l'accompagnement des élèves handicapés. Au total, le gouvernement compte sur la mobilisation de près de 80 000 personnes (50 000 contrats aidés et 30 000 contrats d'accompagnants) de droit public) pour faire en sorte que « chaque élève en situation de handicap puisse bénéficier d'un accompagnement » à la rentrée.

Sur ce point, le séminaire d'inspecteurs qui s'est tenu en juin sur la « réussite au CP » n'a pas manqué d'interroger. Le ministre y est intervenu aux côtés de Stanislas Dehaene, professeur au Collège de France en psychologie cognitive. « Pourquoi ne fait-il pas aussi référence à l'étude française "Lire et écrire" (pilotee par Roland Goigoux, chercheur en sciences de l'éducation, en 2015), qui est la plus grande étude menée en Europe ? », s'étonne un spécialiste du sujet. Il est un scientifique, mais pas de n'importe quelle science... »

« Qui va l'emporter ? », s'interroge pour sa part le sociologue François Dubet. L'expert qui connaît la machine et a rédigé, dans ses livres sur l'école, un projet de réforme profonde du système ? Ou bien l'homme des années Sarkozy [M. Blanquer était directeur de l'enseignement scolaire de 2009 à 2012], qui envoie des signaux conservateurs et se fait discret sur le thème crucial de la mixité sociale ? L'année 2017-2018 devrait lever l'ambiguïté. ■

AURÉLIE COLLAS